Cahiers de Psychologie Politique

N° 17 | 2010
Littérature et politique Juillet 2010

La propagande du régime militaire chilien de 1973 à 1989

Jacques LE BOURGEOIS

Édition électronique :
URL :
https://cpp.numerev.com/articles/revue-17/1425-la-propagande-du-regime-militaire-chilien-de-1973-a-1989
DOI : numerev_603
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 20/07/2010

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : LE BOURGEOIS, J. (2010) La propagande du régime militaire chilien de 1973 à 1989. *Cahiers de Psychologie Politique*, (17). https://doi.org/10.34745/numerev_603

Mots-clés :

Introduction

Le 11 septembre 1973, une junte militaire dirigée par le général Augusto Pinochet Ugarte renversait le gouvernement de Salvador Allende Gossens et instaurait, dans le sang, un régime dictatorial. Le palais gouvernemental fut bombardé. Le président Allende, selon la thèse officielle, se suicida[1]. Une chape de plomb s'abattait sur le Chili. Elle ne sera levée qu'en 1989 avec la restauration de la démocratie.

Légitimant son action dans la lutte contre le communisme, le régime militaire restaurait l'ordre ancien qui venait d'être perturbé par l'arrivée au pouvoir, trois ans plus tôt, du gouvernement de l'Unidad popular. Mais le plus symptomatique est que le nouveau régime allait déployer, avec une violence inédite, un vaste programme de transformation politique, économique, sociale et culturelle.

Tout en affichant l'objectif d'éradiquer le marxisme du Chili, dans le contexte exacerbé de la Guerre Froide, il s'était investi d'une mission aux accents messianiques de « reconstruction du pays ». Il s'agissait bien sûr d'une refonte politique et économique, mais aussi d'une transformation radicale des mentalités. Son projet allait donc bien au-delà des mesures classiques que l'on connaît. Il s'appuyait sur un processus d'actions en profondeur touchant le comportement et la psychologie du peuple chilien à travers un projet éducatif, une certaine conception sociale, juridique, politique et culturelle dont la représentation de son identité, la « chilenidad », devait être le sceau.

Les actions qu'il allait entreprendre, à commencer par la défense de sa propre légitimité, les institutions qu'il allait créer et les transformations qu'il allait opérer, nécessitaient autant en amont qu'en aval un système de propagande organisé et efficace. C'est sur ce sujet moins connu que nous avons concentré notre attention et dont nous livrons ici un court exposé.

Ce faisant nous allons découvrir une organisation de la propagande que je qualifierai d'exemplaire en soi. Après une longue préparation en amont fortement appuyée par le

gouvernement, les services secrets, et quelques entreprises nord américaines, le régime militaire chilien allait, dès la conquête du pouvoir, appliquer à la lettre les principes de la guerre psychologique. Il combinera la violence physique et l'action psychologique. Il fera table rase de toute opposition et instaurera un système de propagande très particulier où interviennent autant les organismes publics que le secteur privé. Nous rencontrons dans cet exemple la combinaison de tous les moyens et toutes les méthodes anciennes et modernes de propagande. Nous nous limiterons au thème de la propagande. Celui du projet culturel qui en découle fera l'objet d'une production ultérieure. Nous nous contenterons d'en énoncer quelques caractéristiques.

I - Les fondements idéologiques du projet culturel de la dictature chilienne

Dans la déclaration des principes du gouvernement militaire de mars 1974, ses fondements philosophiques, historiques et politiques sont explicites: attachement aux valeurs chrétiennes de la civilisation occidentale, un gouvernement autoritaire et la trilogie : travail, famille, patrie[2].

La doctrine[3] prônée par le régime militaire repose sur trois courants de pensée qui se sont amalgamés en deux temps.

Tout d'abord elle s'inspire des sources philosophiques ultra conservatrices et antidémocratiques d'origine européenne dont le courant « grémialiste[4] » chilien se fait le porte- parole. Nous y retrouvons des formes de pensée de de Maistre[5] ou de Bonald[6], philosophes français du XVIII siècle, monarchistes et antirévolutionnaires, prônant un pouvoir de droit divin et une société hiérarchisée imprégnée d'un catholicisme fondamentaliste. Les sources espagnoles sont celles de Vazques de Mella[7] et Donoso Cortès[8], lesquels serviront de modèles de pensée au franquisme espagnol. L'ordre social se fonde sur la notion de droit naturel et une hiérarchisation quasi figée et subordonnée à l'autorité supérieure. La loi vient du haut et n'est absolument pas le résultat d'un débat populaire. L'autorité supérieure, représentée par le dirigeant suprême, reçoit ou s'investit d'une fonction messianique. Ce sera le cas de Pinochet, qui se présentera comme le sauveur du pays face au péril communiste. Ce courant de pensée ultra-conservateur sera personnifié par le dictateur lui-même, mais aussi par d'autres personnages marquants dont en particulier Jaime Guzman, que l'on considère comme l'un des idéologues du régime. Jeune et brillant avocat, créateur du parti grémialiste, il sera l'un des conseillers du dictateur et membre actif de la commission chargée de bâtir la constitution de 1980. Il appartenait à l'Opus dei.

Le second pilier de l'idéologie du régime se caractérise par la référence nationale. La notion de sécurité nationale va être érigée en dogme. Au nom de la Patrie et de la cohésion nationale, elle légitime le regroupement des pouvoirs civils et militaires face à une situation de guerre. Selon la junte militaire qui s'empare du pouvoir par la force le 11 septembre 1973, le coup d'état est une mesure de salut public. Le pays est déclaré

en situation de guerre, non pas face à une menace indéfinie ou possible, mais contre un ennemi désigné mettant en péril l'avenir du pays : le communisme. On peut observer à ce stade que l'ennemi présenté par la propagande comporte les mêmes caractéristiques que celui rencontré dans la propagande soviétique. Il est permanent, mortel pour le pays et multiforme. Il s'agit d'un ennemi objectif, selon la définition d'Anah Arendt, contre lequel on engage une guerre totale[9]. Cette notion explique encore la mobilisation générale et totale des ressources, des moyens et des hommes, tout comme les mesures drastiques considérées comme nécessaires. Elle est présentée comme la source de paix indispensable au développement du Chili alors en proie à une situation économique dramatique.

Ces deux premiers courants de pensée sont fondamentaux notamment au début du régime. Le troisième, le courant néolibéral, semble intervenir un peu plus tard, à partir de 1975.

La pensée néolibérale, s'appuyant sur une conception utilitariste des relations entre les hommes telle que la perçoit Hobbes, fondée sur le principe de conservation collective, constitue le troisième pilier de l'idéologie du régime. Introduite par ce que l'on a coutume d'appeler les Chicago's boys, elle sert dans un premier temps à la transformation économique du pays. Ce sera l'objectif du plan « choc » institué dès avril 1975. Cependant, la pensée néolibérale va bien au-delà du terrain économique. L' « école de Chicago », introduite au Chili par le biais d'accords universitaires entre l'Université catholique de Santiago et l'université de Chicago en 1955, prône un discours idéologique dès la convention du CESEC en 1967. Le plan de Chacarillas de juillet 1977 en reprendra la substance. Le principe fondamental repose sur le marché libre qui garantit la liberté individuelle. Ce n'est ni l'Etat, ni le pouvoir social et encore moins celui du peuple qui suppose et assure celle-ci. La liberté économique est la condition nécessaire à la liberté politique. La notion d'égalité en découle. Celle-ci n'est plus une égalité de droit accordée à tous, mais réservée à ceux qui cumulent effort, travail et capacités pour réussir. C'est la loi de l'opportuniste, que l'on retrouve dans ce que l'on appelle ici la loi du « pillo [10]». L'économie prime sur le politique et le savoir économique constitue le paradigme de l'expertise. L'organisation sociale et culturelle est conçue dans la perspective de la réussite économique du pays ouvert au marché libre mondial. Cette idéologie débouche sur une conception matérialiste et technocratique de la société, celle du pouvoir remis aux experts, fondée sur le profit, l'inégalité et l'exclusion de tous ceux qui, par malchance, par inaptitude ou par refus philosophique ou politique, se placent en marge. Le système en fait des antisociaux, voire des anormaux.

Parvenu à ce stade, plusieurs questions se posent.

La première porte sur ce que représente ce projet. Est-ce une révolution, comme certains ont voulu présenter la transformation économique du pays ? Nous pensons à l'ouvrage de Joaquin Lavin[11]. Ou bien est-ce une restauration, celle d'un système à caractère conservateur, à l'image de ce que nous avons connu en France avec le régime de Vichy, ou bien celle du franquisme espagnol après la guerre civile ? Pour

notre part, nous privilégions cette dernière. Le régime de Pinochet s'est ouvertement prononcé pour le modèle Portalès[12] et celui de O'Higgins[13] qui furent des régimes autoritaires, peu, voire antidémocratiques, fondés sur le principe de la raison d'état et une organisation sociale inégalitaire dominée par l'oligarchie. Dans cette perspective, il nous paraît inapproprié de parler de révolution, qui, dans son essence, se caractérise par le renversement du pouvoir autocratique par le peuple. Plutôt que de révolution, nous qualifierons ce projet de contre-révolution. Car l'idéologie véhiculée par le régime militaire est davantage réactionnaire que révolutionnaire.

La seconde porte sur l'origine de cette idéologie. Est-elle un produit chilien ou étranger ? Nous observons qu'au début, celle-ci s'inspire bien de données chiliennes, en particulier dans ses références au nationalisme. Mais son ancrage dans le courant néolibéral, d'origine nord américaine, perceptible dès 1975, annoncé, voire promu par une presse de droite acquise à ce mode de pensée, nous fait douter du caractère essentiellement chilien. Par ailleurs, les détails maintenant connus des mécanismes du coup d'état du 11 septembre, lequel s'inscrit dans un plan des services américains à l'échelle continentale, nous incite à pencher pour une origine extranationale. Parlant clairement, l'idéologie imposée est celle prônée par le système américain. Certains iront jusqu'à qualifier le Chili de « laboratoire du néolibéralisme ». Pour notre part nous pensons que le terme, sans doute spectaculaire, est inadapté. Car le Chili ne fut pas un terrain d'expérimentation, mais le théâtre de la mise en application d'un système. L'objectif des dirigeants et de leurs appuis nord américains n'était plus de faire ni des essais, ni des prototypes, mais de passer à l'échelle de la production industrielle.

Enfin la troisième porte sur les contradictions inhérentes aux composantes de cette idéologie. Comment le matérialisme de la société néolibérale peut il coexister avec la morale chrétienne dont le courant catholique, même fondamentaliste se réclame ? Comment le marché libre réclamant une ouverture totale au monde peut il cohabiter avec une politique fondée sur les principes restrictifs de la sécurité sociale ? Que signifie la notion de « démocratie protégée » affirmée par le régime ? Comment fut gérée l'image de la dictature vis-à-vis de l'extérieur ?

II- Les caractéristiques générales de la propagande du régime militaire

Au terme de plusieurs mois de recherche, nous avons acquis la conviction que le régime militaire a bien eu pour objectif la modélisation des mentalités selon des critères et des principes qu'il a cherché à imposer autant par la force que par la persuasion. Les actions de propagande sont avérées. Nous sommes en présence d'un régime de caractère totalitaire qui, bien qu'affichant un projet de « démocratie protégée », exclut tout débat et impose une culture autoritaire. Mais nous observons cinq spécificités.

La première est que la propagande semble avoir un rôle de second plan. Alors que dans le régime soviétique, il y avait bien concomitance de la cœrcition et de la propagande,

ici la violence physique prime. La propagande n'est plus qu'un accessoire, mais souvent plus subtil. Toutefois, nous observons deux temps. Avant 1980, la propagande intervient en relais de la violence et son objectif est d'asséner ses vérités dussent-elles être mensongères. Après 1980, avec la restitution limitée des formes d'expression, la propagande doit se faire davantage pédagogique, plus convaincante, tout en poursuivant son action dans la profondeur.

La seconde est que l'essentiel de son action relève davantage du privé que du public. Il y a bien une organisation de propagande dépendant du gouvernement incluant des organismes de censure et de communication. Mais il existe en parallèle un dispositif privé qui s'exprime publiquement sous le contrôle du gouvernement. Ce réseau prône un discours qui, bien que spécifique, est identique au discours officiel. Les deux agissent en étroite concertation renforçant du même coup l'action propagandiste devenue univoque sur le fond.

La troisième est que l'AGIT/PROP visant les masses, au sens marxiste du terme, est présente dans les premiers mois qui suivent le coup d'état pour laisser la place à une action de propagande plus en profondeur. Elle réapparaît à certains moments notamment lors d'événements caractéristiques comme les appels aux plébiscites. En revanche le travail en profondeur ne cessera jamais prouvant du même coup les intentions réelles de modélisation de la société. L'action propagandiste du régime militaire non seulement s'adresse à l'individu, en l'extrayant du tissu social traditionnel qu'il a littéralement atomisé, mais elle vise le long terme. Elle inculque de manière dogmatique, du moins tente de le faire, un certain modèle de pensée et de comportement spécifique.

Nous sommes en présence ici d'une forme de propagande moderne, caractéristique de la pensée néolibérale qui constitue l'un des piliers de l'idéologie inculquée. Elle fait appel aux techniques et aux méthodes les plus modernes, tout en s'appuyant sur la violence. Celle-ci est physique et psychologique. Omniprésente et récurrente au cours des 17 années de dictature, elle va toutefois s'assouplir de temps à autre à partir de 1980 pour présenter un discours faussement libéral.

Enfin, pour confirmer le travail de fond opéré par le régime, l'action menée pour modéliser les consciences pénètre l'ensemble du tissu social et investit, notamment, l'éducation, les activités extra scolaires et le temps libre, l'ensemble des médias, le monde du travail, le secteur associatif que le pouvoir a purement et simplement désarticulé avant de procéder à sa réorganisation pour en faire des rouages à sa convenance. Tous sont des vecteurs de cette propagande et constituent autant d'axes pour ma recherche.

III-Le travail en amont ou la

prépropagande

Comme l'expliquait Jacques Ellul, toute action de propagande ne peut se mener à bien sans une action préliminaire, qu'il a qualifiée « pré-propagande »14. Il s'agit de préparer l'opinion. Dans le cas du Chili, cette phase allait s'initier dès l'arrivée au pouvoir de Salvador Allende et perdurer durant les trois années de son gouvernement. Les Etats-Unis y joueront un rôle fondamental. Leur objectif était de renverser Allende et pour cela, ils allaient entreprendre une vaste campagne de déstabilisation du pays. Nous nous limiterons aux 3 années du gouvernement de l'Unidad Popular. Mais les archives américaines déclassifiées nous permettent de situer cette préparation bien en amont de cette période, dès les années 6015. Le gouvernement nord américain avait alors une hantise, l'extension du communisme en Amérique latine. Le président Nixon et le secrétaire d'état, Henry Kissinger, vont engager un processus généralisé de déstabilisation politique du Chili visant dans un premier temps à empêcher Allende d'accéder au pouvoir16, puis dans un second, le faire tomber en appuyant le coup d'état des militaires chiliens. Nous ne reviendrons pas dans le détail sur l'action américaine, mais nous nous contenterons de souligner trois points qui nous paraissent fondamentaux dans cette phase préliminaire : l'aide financière américaine dans l'action de propagande et de désinformation, l'action spécifique du quotidien El Mercurio et le travail en profondeur de la revue Que Pasa.

a- Les Etats-Unis, maîtres d'œuvre

Allende venait à peine de sortir vainqueur des urnes le 4 septembre 1970, que le 15 septembre Nixon donna des instructions précises au directeur de la CIA, Helms, pour lancer le fameux plan, dit Track 217. Il s'agissait d'user de tous les moyens possibles pour empêcher Allende d'être officiellement désigné, puis le renverser. Tout en étranglant économiquement le pays, il s'agissait de subvertir les opposants au nouveau régime, de déployer tout un processus de désinformation et d'engager des opérations militaires clandestines sur le territoire même du Chili.

En matière de propagande, l'aide américaine sera financière, technique et conceptuelle.

D'octobre 1970 au 20 août 1973, le comité des 40 votera la mise en place de 4 675 166 $US pour l'achat de stations de radios et le soutien de partis et groupuscules politiques opposants à Allende. A cette somme, il conviendra d'ajouter 1 665 000 $US versés directement au journal El Mercurio ainsi que les coûts réservés aux actions opérationnelles et l'aide militaire consentie aux forces armées chiliennes. Le détail de ce financement figure dans les archives déclassifiées.

Tous les procédés seront utilisés : contrôle de l'agence interaméricaine de presse, IAPA, intrusion dans la presse écrite locale avec présence effective d'agents, achat de stations de radio, actions de désinformation ou « black propaganda », financement de partis d'opposition, de groupuscules radicaux comme le mouvement Patria y libertad, et application de méthodes dont on retrouve l'explication et les recommandations dans le

manuel de Guerre psychologique de l'armée américaine.

Selon Fred Landis[18], 5 agents de la CIA travaillaient dans l'équipe du Mercurio dès 1969. Son propriétaire sera placé à la tête du comité de la liberté de presse, puis désigné président de l'IAPA[19]. Le fameux plan Z qui après le coup d'état, va servir de mobile à la répression, aurait été conçu par un agent de la CIA, Robert Moss. Parmi les techniques qui portent véritablement la marque PSYOPS américaine[20], inspirée du Behaviorisme, on peut en relever trois principales : celle du montage analogique qui juxtapose des mots, un titre avec une image, le plus souvent pour déprécier un personnage, celle du différentiel sémantique qui consiste en une association de mots clés à fort impact émotionnel et propres à une culture enfin la propagande subliminale s'appuyant sur l'association ou la juxtaposition de symboles. Ces techniques se retrouveront de manière systématique dans le quotidien chilien, El Mercurio.

b- L'AGIT/PROP du Mercurio

Dans le régime de liberté de la presse qui prévalait pendant le gouvernement Allende[21], le quotidien conservateur, El Mercurio, allait constituer la pierre angulaire de la propagande d'agitation antigouvernementale. Hormis un documentaire récent, El diario de Agustin, qui va explicitement montrer l'action propagandiste de ce journal, l'une des études les plus complètes sur ce journal est celle de Claudio Duran[22]. Je me contenterai donc d'en citer quelques extraits.

Le Mercurio a été choisi par les Américains à la fois à cause de son tirage, le plus important en 1970 avec 130 000 exemplaires, son public, plutôt conservateur et aisé, mais réparti sur tout le territoire, son caractère sérieux qui va rendre crédible toute information[23] et son attachement à la pensée et à la culture occidentale et néolibérale.

Sa relation avec les services secrets nord américains sera très étroite. Le 15 septembre 1970, son propriétaire, Augustin Edwards participe à une réunion avec le président Nixon, John Mitchell, Henry Kissinger, Helms, directeur de la CIA, et Kendall, président de Pepsi Cola sur le thème chilien. Edwards ne rentrera au Chili qu'après le coup d'état. C'est le directeur du journal, Fontaine, qui va recevoir les fonds octroyés, et cités antérieurement, et orchestrer en liaison avec les services américains l'action de déstabilisation par la propagande. La participation d'agents américains dans l'équipe de rédaction est maintenant avérée.

Ce quotidien va se transformer en un moyen d'agitation et de propagande particulièrement actif, appliquant à la lettre les principes du PSYOPS américain. Il va chercher à accentuer le climat d'angoisse que la population vivait pour susciter une véritable psychose. Il va notamment entretenir une relation d'analogie entre des événements que l'on pourrait qualifier de faits divers, comme des accidents, des actes de délinquance ou des catastrophes, avec des personnages, des événements et des contextes politiques dans le but d'exacerber la haine anticommuniste et amalgamant à celle-ci l'image du gouvernement de l'UP, provoquer son rejet. L'action psychologique ira très loin. Le journal ira jusqu'à diffuser des articles de diffamation, fera de la

désinformation. Le caractère spectaculaire de certains de ses titres n'aura rien à envier aux pires tabloïdes dont il se démarquait. Enfin, il utilisera des méthodes beaucoup plus subtiles suscitant des phobies collectives inhérentes à la mémoire collective, inconsciente ou non, du peuple chilien, pour semer la peur, pour déstabiliser le pays et se tourner tout naturellement vers l'action salvatrice des forces armées, pour le sauver du chaos qui menaçait.

Le comble sera atteint avec l'utilisation des thèmes de l'écartèlement et du cannibalisme courant novembre et décembre 1972, en y mêlant le récit des uruguayens survivant de l'accident aérien dans la Cordillère, l'agression de 300 délinquants qualifiés de marxistes contre un lycée de filles et la découverte du corps découpé d'un homme à Quillicura. Le 27 décembre, le Mercurio publie un commentaire d'un psychiatre, Armando Roa, lequel explique que dans des situations extrêmes de terreur, de faim et de danger de mort, les individus peuvent sombrer dans des comportements irrationnels, dont l'anthropophagie. L'analogie faite avec la situation politique du Chili au même moment conduit irrémédiablement à penser que pour échapper à cette perspective catastrophique, il est urgent de supprimer le responsable du mal, en l'occurrence le gouvernement de l'UP et en particulier son président Allende.[24]

Pour terminer, ce journal va ouvertement appeler au renversement du pouvoir et à l'intervention militaire.

c- la revue Que Pasa se charge du fond

La revue Que Pasa fut créée par un groupe d'intellectuels de droite, catholiques, fondamentalistes en avril 1971, Cristian Zegers, Gonzalo Vila Correa[25], Jaime Martinez Willimas, Emilio Sanfuentes et Hermogenes Perez de Arce. Jaime Guzman, l'inspirateur du titre, s'y associera officiellement plus tard. On peut observer qu'elle paraît au moment où se produit l'effort de déstabilisation opéré par les Etats-Unis. Elle diffuse des positions idéologiques de droite, fondamentalement anticommunistes, contre l'UP sous la forme de synthèses et d'articles de fond. Sans verser dans les extrêmes qui caractérisent El Mercurio, elle se remarque par ses éloges réitérés à l'égard du franquisme et défend une idéologie néo libérale. Elle prône la liberté économique, le non interventionnisme de l'Etat et le principe de subsidiarité. Touchant un public de droite, d'intellectuels et d'hommes d'affaires, elle consolide la conviction néolibérale et prépare les mentalités au rétablissement de l'ordre à l'image de ce qu'a fait Franco en Espagne. Cette revue ne fait pas de l'agitation de masse, mais elle prépare le terrain. Son public est constitué d'universitaires de droite, catholiques, hommes de lettre et scientifiques. La revue touche autant les anciennes générations que les jeunes appartenant majoritairement à la tendance conservatrice. Son action s'inscrit à la fois dans le temps long et celui de la pré-propagande.

IV- La propagande active : Le travail de justification et de légitimation dans les mois qui suivent le CE

Dès sa prise du pouvoir, la Junte fait fermer tous les moyens de communication et supprime du même coup toute liberté de presse. Ne seront autorisés que les deux principaux quotidiens, El Mercurio et La Tercera, qui réapparaîtront le 13 septembre.. Tous les deux appartiennent au courant conservateur. Le reste des moyens de communication, radio et télévision, est entre les mains du régime. Il faudra attendre juillet 1976 pour voir réapparaître les premiers médias non officiels en nombre très limité26. Ce n'est qu'après 1980 que l'on assiste à une véritable ouverture à la presse d'opposition. Mais l'ensemble demeurera pendant les 17 années du régime militaire sous le contrôle étroit de l'organisme de censure. Dans ces conditions, l'action de propagande s'en trouve fortement renforcée, du moins jusqu'en 1980. Le gouvernement a le monopole des moyens de communication et l'espace laissé libre est réservé aux seuls médias du courant conservateur prônant un discours univoque, le tout dans une ambiance de plomb où toute opposition réelle ou supposée est systématiquement et violemment combattue. On peut à ce stade parler de régime totalitaire dont le discours n'est rien d'autre que de la propagande.

Son action initiale consiste à justifier la prise du pouvoir puis à légitimer ses mesures, à rassurer et à mobiliser. C'est au cours de cette phase que nous observons une propagande active fondée principalement sur du travail d'agitation combinant l'information univoque et la désinformation. L'analyse méthodique, jour après jour des deux quotidiens autorisés, nous le confirme clairement. Nous nous limiterons ici aux numéros parus entre le 13 septembre 1973 et la fin mars 1974.

Le 13 septembre, les titres sont lapidaires : « La Junte contrôle le pays », « Le général Pinochet préside le gouvernement ». On ne parle pas de « coup d'état », on lui préfère le terme « contrôler » qui suggère un retour à la stabilité, rompant avec l'agitation sociale des mois précédents, mais aussi une certaine fermeté, suggérant l'ordre retrouvé. On notera encore l'emploi du mot « présider » qui donne un fondement constitutionnel au nouveau chef de l'Etat. Enfin, dans El Mercurio, on relèvera l'expression de « récupération nationale » qui relève du champ sémantique médical auquel on associe déjà la notion politique de nation. Il s'agit de rassurer la population, de présenter un visage dont on gomme tout excès de militarisme. Enfin, on emploie le langage de l'expert ou du spécialiste de la santé, le médecin, celui qui sait et dont on ne discute pas les diagnostics. Nous retrouverons régulièrement l'emploi de termes appartenant aux champs sémantiques de la santé, ou de la religion pour rassurer et convaincre.

Dans les jours qui suivent et ce jusqu'à la fin de l'année 1973, on assiste à un important travail de justification et de légitimation. La presse relate avec emphase

l'intervention auprès de l'ONU afin que « Le monde connaisse la vérité chilienne ». Il s'agit, pour le nouveau représentant, de contredire les accusations déjà nombreuses de violation des droits de l'homme27. On suivra pas à pas les déplacements du cardinal chilien dans ses actions d'explication tant auprès de ses pairs du continent qu'auprès du Vatican. On utilise ici le poids moral qu'exerce l'Eglise28.

A l'intérieur, on constate le double souci de rassurer et de s'attirer la confiance de la population. Tout en dédramatisant un climat de terreur par des explications juridiques, voire des mensonges, on justifie la dureté des actions militaires en évoquant l'importance de la menace. On rassure en annonçant des libérations en masse et on va même jusqu'à nier les atteintes aux droits de l'homme29. Simultanément, le pouvoir montre sa fermeté en laissant la presse décrire avec l'emphase du spectaculaire la découverte d'hôpitaux clandestins, la présence injustifiée de cubains, sous entendant leurs intentions subversives, les menaces contre les dirigeants politiques et les militaires au travers du fameux plan Z30. La presse parle de saboteurs, d'extrémistes. La menace est omniprésente et à elle seule explique la brutalité des mesures, les arrestations et le couvre-feu. On entretient ce climat de terreur pendant pratiquement 2 ans.

En même temps, on légitime le coup d'état proprement dit en décrivant la situation catastrophique qui prévalait. Ainsi Le Mercurio fait paraître dès le 20 septembre un historique du régime précédent. Chaque jour qui suivra paraîtra une suite de l'histoire revue et corrigée de l'UP. Celle-ci est bien sûr destinée aux lecteurs de ce quotidien, en général, un public cultivé, appartenant au monde des affaires, celui des grands propriétaires terriens, au monde universitaire, pour résumer aux couches aisées. Une façon de raffermir les convictions normalement conservatrices, de les rassurer dans leur opinion.

La Tercera, elle, va s'intéresser à un public plus large de la classe moyenne. C'est à celle-ci que vont s'adresser les portraits rassurants des nouveaux dirigeants présentés par leurs épouses dans une atmosphère plus intimiste, plus humaine. Dans un numéro du 21 octobre, madame Leigh, épouse du chef de l'armée de l'air et membre de la junte, décrit son admiration pour sa force morale et son intelligence. Le 24 octobre, ce sera le tour de madame Pinochet de conter « les secrets du général ».

L'action de légitimation initiée avec la réécriture de l'Histoire est portée à son paroxysme avec l'annonce dès la fin septembre du projet de mise en place de nouvelles institutions politiques et d'une nouvelle constitution.31 L'autre manière de légitimer est de faire porter la responsabilité d'un désastre évité de justesse au gouvernement de l'UP, tout en insistant sur l'action salvatrice des militaires.32 Pour cela, on se sert de personnalités politiques influentes comme Frei Montalva33 ou d'associations crédibles comme celle de juristes34. Le premier, appartenant au parti démocrate chrétien fut élu président de la république en 1964. Sa parole est donc digne de foi et permet de s'attirer les sympathies de l'ensemble de ce courant. Quant aux seconds, ils font figure d'experts en matière de Droit. Leur appui est d'autant plus important qu'il constitue une forme de légitimation constitutionnelle.

Pour conforter cette thèse, on n'hésite pas à salir les autorités politiques du gouvernement de l'UP, en premier lieu, le président Allende, en particulier durant le mois de novembre 1973. On va d'abord montrer son goût suspect pour les armes[35], puis sa propension à la vie luxueuse[36] et luxurieuse, notamment dans un montage de photos suggérant explicitement l'existence d'une relation extra conjugale entre Allende et sa secrétaire.[37]

Parallèlement le régime appelle à la cohésion nationale et à l'esprit patriotique pour lutter contre la menace marxiste et susciter la relance économique. C'est dans ce cadre que l'on peut observer l'utilisation des encarts d'affiche dans les quotidiens. Chaque semaine en paraît une nouvelle. Chaque catégorie sociale, essentiellement populaire, est concernée, chaque tranche d'âge est incitée. On appelle à un effort national, au travail, à la contribution matérielle notamment la collecte des bijoux. Fin octobre, paraissent les premières affiches dénonçant l'ennemi, mais ce n'est qu'en mars 1974 que s'intensifiera la propagande sur ce thème. L'ennemi est le communisme. On parle de complot marxiste fomenté par l'URSS et dont le gouvernement de l'UP était l'émanation. On remarque la dépréciation systématique de cet ennemi par la mise en parallèle d'événements extérieurs négatifs comme la référence à la guerre du Vietnam avec les actions engagées sur le terrain par l'armée chilienne. Cette campagne va s'amplifier au début de l'année 74 sous la forme de bilans et de reportages courts sur la guerre du Vietnam, des articles sur les dissidents soviétiques, notamment l'affaire Soljenytsine, sur l'incompatibilité du christianisme avec le communisme[38].

V- L'action sur le long terme

Cette phase initiée dès la fin de l'année 1973 va en revanche caractériser toute la durée du régime militaire jusqu'en 1989. Par ailleurs, elle touche tous les secteurs clés: l'éducation, le secteur extrascolaire, le monde associatif, celui du travail au travers des syndicats, et bien sûr la communication.

a- Le secteur éducatif

Le régime militaire a mis fin au principe et au système éducatif publique, en instituant le système de la municipalisation et en ouvrant largement les portes du monde scolaire au privé. Il a toutefois conservé le contrôle du contenu des programmes. C'est dans ce domaine, que l'on peut analyser le travail en profondeur réalisé sur les mentalités.

J'observe trois actions fondamentales. La première consiste à éliminer du système éducatif tous les personnels susceptibles de nuire à la doctrine. C'est ainsi qu'une véritable chasse aux sorcières sera menée dès le lendemain du coup d'état contre les professeurs ou les éducateurs marqués à gauche, notamment les communistes ou sympathisants. Selon Joaquim Brunner[39], 30% des professeurs universitaires sont expulsés entre 1973 et 1978. 700 professeurs auraient été radiés de la seule université de Concepcion, et 200 de l'université catholique de Santiago. La destruction des

ouvrages considérés comme tendancieux ou critiques s'inscrit dans cette même ligne.

Ensuite, les militaires prennent le contrôle de la pensée. D'une part les postes de recteur délégué ou de directeur adjoint sont confiés à des officiers des armées. Ceux-ci exerceront un contrôle absolu tant sur les comportements des professeurs et des élèves que sur les programmes enseignés.

Enfin, la définition des programmes, ce que l'on appelle le « curriculum », notamment ceux de matières sensibles comme les sciences sociales est confiée non plus à une commission de professeurs et d'éducateurs, mais à un comité mixte où l'on retrouve des militaires, des politiques et des grémialistes. Les programmes d'Histoire sont très éloquents de ce point de vue. L'étude faite par Catherine Astorga[40] montre clairement les changements opérés sur la façon dont on présente aux élèves chiliens l'histoire de leur pays. On met l'accent sur les guerres et les figures emblématiques de héros militaires. La notion de dictature disparaît, qualifiée de gouvernement militaire. On opère un transfert de responsabilités visant à discréditer le régime antérieur, celui de l'Union populaire. On valorise le miracle économique, les gouvernements autoritaires dont celui de Portalès, présenté comme le modèle chilien de la réussite.

Une directive de la direction de l'éducation secondaire parue en octobre 1973 incite les professeurs à supprimer des ouvrages certains points ou sujets litigieux comme les doctrines politiques dans le monde ou les nouveaux processus politiques dits de gauche ou démocratiques. En mars 1974, le super intendant de l'éducation, Gilberto Zarate explicite les nouvelles normes. « Una educacion purificada y deprovista de todo el tinte politico que la administracion marxista la habia impreso[41] ». L'Histoire va subir un traitement particulier. On en extirpera toute interprétation considérée comme marxiste ou critique. « Especial importancia se le ha dado a la historia de Chile para que los escolares tengan una visión real de nuestra historia y no con interpretaciones marxistas o cualquier otra tendencia ». "En general se destacaran todas las fechas importantes por el pais y todos los hombres ilustres, tanto militares como civiles que hayan aportando gloria a nuestra nación »[42]. On élimine ainsi un certain nombre de livres de sciences sociales, notamment tous ceux de l'édition Nacimiento du niveau 2 au niveau 8, ainsi que le livre de littérature Viajando con palabras de l'édition Eros. Le régime détermine des zones interdites, modifie les faits historiques en les sortant de leur contexte. Toute cette action n'est pas autre chose que de la propagande, ayant pour but de forger une certaine manière de penser et ce dans le long terme. Selon Joaquim Brunner, l'ambition était de construire une nouvelle hégémonie qui assure la stabilité de l'ordre autoritaire et permette sa reproduction stable[43]. C'est bien d'un travail en profondeur qu'il s'agit, généralisé, puisqu'il touche tous les jeunes scolaires. On cherche à modéliser un mode de pensée.

b- Le secteur extrascolaire

Pour tout régime politique, et plus particulièrement un régime totalitaire qui cherche à avoir un contrôle total de la population, le sport et les activités extrascolaires sont des champs d'action incontournables. La dictature militaire chilienne ne les oublie pas, elle

va tenter de les investir avec la même application que pour d'autres terrains fondamentaux. Son objectif est non seulement d'y faire valoir son autorité, mais surtout d'utiliser ces canaux pour inculquer sa doctrine. Je retiendrai notamment la déclaration de Pinochet lors de la journée consacrée à la jeunesse, le 15 juillet 1979 qui donnera lieu à la directive sur la jeunesse, « le bienestar juvenil »44 et l'expression culturelle. Toutefois, là encore j'observe que si le processus est initié et partiellement organisé par le gouvernement, la participation privée y occupe un rôle essentiel. Mais cette dernière le fait avec l'accord politique, le plus souvent parce que les fondements philosophiques sont partagés.

Je relève dans une étude de Guerriere Adolfo45 que si avant 1973, il y avait une réelle participation des jeunes à l'activité politique, cette tendance est à une nette diminution pendant la dictature. La désaffection semble caractéristique et le secteur privé qui prend un réel ascendant sur le terrain extrascolaire est le fait des organismes religieux, et en premier lieu, l'église catholique.

La tentative gouvernementale pour canaliser la jeunesse se remarque d'abord dans les activités sportives. Dans les directives sur le sport, la relation avec la sécurité nationale est flagrante. Le sport « aumenta el grado de cohesion social contribuyendo a la unidad nacional, eleva la capacidad fisica, mejorando el nivel de salud y ayudando a la securidad nacional ». Le sport est clairement instrumentalisé dans une perspective de cohésion nationale et de défense de la patrie chilienne.

L'action propagandiste s'observe aussi dans les activités culturelles et récréatives. Un petit ouvrage intitulé « juventud, recreacion y educacion »46 édité en 1981 par le secretaria nacional de la juventud (SNJ) est explicite. Après avoir décrit l'organisation nationale du domaine extrascolaire, il fixe les différentes activités prévues pour l'année à venir, parmi lesquelles des opérations festives consacrées aux jeunes, des séminaires, une bourse du travail et des cours de formation de futurs dirigeants. Le programme compte toucher plus de 400 000 jeunes.

Son organisation s'appuie sur le réseau scolaire, celui des clubs et des associations.

Mais le plus symptomatique révélateur de la volonté gouvernementale de modéliser la jeunesse se perçoit dans les directives politiques explicitées par ce même document : « fomentar esencialmente el sentido de la disciplina, el sentido de la jerarquia, de la individualidad, el sentido de la diversidad y de la flexibilidad »47. Il s'agit donc bien de former un individu discipliné, respectueux de la hiérarchie, conscient des différences, plus clairement des inégalités et capable de s'adapter à cette situation. Rien n'est dit sur la formation de l'esprit créatif, ni sur la solidarité ni sur le partage.

Un peu plus loin, je remarque un objectif encore plus significatif : « la educacion extraescolar busca la personalizacion de cada individuo reforzando al maximo sus condiciones de manera que cada educando adquiera su autoconciencia y apoyandose en ella desarolle su personalidad individual y social, evitando asi tanto su desolador aislamiento como la posibilidad de que terceros la instrumentalicen 48». Il s'agit donc

de prendre en compte la jeunesse, non pas pour faciliter son développement d'individu libre, mais pour l'encadrer et lui inculquer les comportements lui permettant de s'intégrer à un certain type de société pour éviter que cette même jeunesse ne tombe entre les mains d'autres, sous entendu opposants au régime et à la doctrine qui prévaut.

Or comme le confirme le document, il ne s'agit pas d'une action visant le court terme, mais le long terme. Il s'agit bien de travailler les mentalités des jeunes dans la profondeur. Il s'agit de modéliser leurs comportements et leur pensée. « No debe coresponder a un estado de cosas transitorias (activismo), sino a una actividad y estado de vida permanente[49] ».

Parmi les actions de propagande du régime, je relève l'organisation de cérémonies nocturnes, à connotation paramilitaire, qui ressemblent étrangement à celles qui ont caractérisé le parti nazi en Allemagne ou encore à celles organisées par le régime de Vichy dans les camps de jeunesse.

c- Le monde syndical

Le monde des travailleurs représente pour le régime militaire un secteur social dont il se méfie, mais qu'il souhaite conquérir pour le transformer, parce qu'il en a besoin. Il tentera d'en faire l'un des vecteurs de sa propagande[50].

Dès le lendemain du coup d'état, tous les syndicats sont dissous. Il est vrai qu'ils sont majoritairement de gauche, donc opposés au nouveau régime politique. Cependant le monde syndical chilien maintient sa participation au niveau international au sein du Bureau international du travail, OIT. Ces membres constitueront l'ossature de l'un des futurs syndicats admis par la dictature chilienne. Ce sont des démocrates chrétiens et ont un point commun avec les nouveaux dirigeants, le rejet du marxisme et du communisme. Il faudra attendre janvier 1974 pour voir réapparaître des syndicats au Chili. Ce seront la CUT clandestine ou nouvelle CUT et la CNT. La première a pu se reconstituer sous la forme de réunions clandestines dans le cadre de cours de capacitation prodiguée par la fondation Cardjin de l'église catholique. La seconde aura pour base le groupe des genevois, c'est-à-dire les représentants du Chili au sein de l'OIT à Genève. Elle fut d'abord interdite par le régime. Mais comme ce sont des personnels opposés au régime antérieur, celui d'Allende, ils allaient être maintenus dans leur fonction de représentation internationale et du même coup avalisés par la dictature. En fait leur réintroduction sur la scène politique chilienne fut le fait des interventions de l'Eglise auprès du régime, notamment au travers du Vicariat pastoral. Comme d'autres qui apparaîtront plus tard, ils seront donc autorisés par le régime militaire, mais dans un cadre précis[51]. Leur reconnaissance en fait un rouage du système.

L'idée fondamentale fut de mettre en place un système syndical totalement dépendant et subordonné au pouvoir politique. Ces principes se retrouvent autant dans le système grémialiste qui se fonde sur une organisation corporatiste du monde du travail que dans la pensée néolibérale qui cherche à faire du syndicat un organisme totalement dévoué à

la production, évacuant toute empreinte politique. On cherche à diviser tout en contrôlant étroitement. Ce principe est mis en évidence dans le discours du ministre du travail de l'époque et repris par le Mercurio du 8 août 1974 : « No existe libertad sindical si existe una central unica de trabajadores. »

La caractéristique du régime sera de mettre en place une structure nationale de coordination du monde du travail. Ce sera la réforme du ministre Diaz Estrada, puis le projet de loi du travail. Diaz va créer un système de commissions d'études sur le monde du travail, centralisé, et composé d'une commission nationale et de comités de province. (décret 314 du 4 mai 1974 et décret 852 du 12 décembre 1974). Ces comités sont dirigés par le ministre lui-même au niveau national et par des officiers des armées au niveau local. Leur mission est de centraliser l'information, de maintenir la communication avec le monde du travail et d'analyser les problèmes en cours.

Le processus ira plus loin encore avec la création en 1978 d'une centrale syndicale pro gouvernementale, l'UNTRACH52, organisée par le « secretaria de los gremios ». Toutefois, malgré les pressions du gouvernement et ses efforts récurrents pour imposer sa nouvelle loi, les syndicats, tout en manifestant leur refus de revenir sur les fondements politiques antérieurs, vont, à l'exception des organes inféodés au pouvoir, se démarquer de celui-ci et engager, dès l'année 1977 (la grève au sein de la mine el Teniente), des actions revendicatrices marquées.

La propagande du régime auprès des travailleurs s'articule autour des thèmes nationalistes et anticommunistes. Elle rencontre, sur ce terrain, l'assentiment des centrales en raison de l'appartenance à la mouvance chrétienne pour certaines ou de leur affiliation à des mouvements étrangers, notamment américains, comme l'AFL-CIO53 et l'IADSL54 pour d'autres. Toutefois, selon Gonzalo Falabella, au bout de 13 ans de dictature militaire, le mouvement syndicaliste officiel ne reçoit que 10% des votes. Cela n'empêche pas le régime de poursuivre inlassablement ses tentatives de mise au pas, autant par la force que par la propagande.

d- Les médias

L'ensemble des médias joue, bien entendu, un rôle fondamental en matière de formation de l'opinion et de modélisation des mentalités. Le régime militaire chilien va donc porter sur eux un regard très intéressé. Toutefois, l'analyse des relations entretenues par le pouvoir avec le monde de la presse et celui de l'édition permet de mettre en évidence des comportements différenciés selon la période considérée avec une constante, la limitation de son espace assortie d'un contrôle méthodique. Le régime va déterminer des zones interdites et offrir des espaces libres, mais sous contrôle. Arturo Navarro55, reprenant le découpage chronologique de Tomas Moulian, retient 5 étapes : de septembre 1973 à avril 1975, le démantèlement de la presse, de mai 1975 à juin 1976, la prise en compte de la nécessité d'une presse non partisane, de juillet 1976 à juillet 1977, la parution des premiers médias non officiels, de août 1977 à septembre 1980, la légalisation du nouveau système de presse, enfin à partir de octobre 1980, le boom des publications privées. Sans remettre en cause cette chronologie détaillée qui

retrace les mesures politiques prises et reflètent parfaitement les adaptations du pouvoir à la situation du moment, nous ne retiendrons cependant que trois étapes : le démantèlement accompagné de la mise sous tutelle de l'ensemble de la presse de septembre 1973 à juillet 1976, une fausse libéralisation de juillet 1976 à octobre 1980, enfin une libéralisation sous contrôle à partir de la fin 1980.

Dès sa conquête du pouvoir, la junte va procéder au démantèlement de toute la presse dite d'opposition et autoriser, de manière sélective, la parution des revues et journaux qui lui sont favorables. Des 10 quotidiens répertoriés en 1972, il n'en reste plus que 2 au lendemain du coup d'état, El Mercurio et La Tercera. La Nacion, porte-voix traditionnel du pouvoir en place, disparaît pour ne réapparaître que le 11 octobre 1973 sous un nouveau titre, La Patria, sous la direction d'un collège de journalistes, dont le président et le directeur sont désignés par le gouvernement. Simultanément se met en place un secrétariat général du gouvernement chargé de la presse, dont la restructuration, afin de rendre cette cellule de communication plus « agile », sera officialisée début octobre[56]. En outre est organisé un système de censure, dit oficina de censura de prensa, situé dans l'academia politecnica militar, chargé de contrôler et d'interdire, si nécessaire, toute publication qu'elle soit écrite, radiophonique ou télévisée[57]. Il est par ailleurs précisé que toute publication, toute émission et toute édition non autorisée par la Junte sera interdite[58]. Le régime veut « épurer », selon ses propres termes, l'ensemble de la presse.[59]

Les stations radios seront soit fermées, soit expropriées, comme l'ancienne radio del Morro de Arica qui sera transformée en radio « Ejercito ». A compter du début octobre, 9 stations seront à nouveau autorisées[60], mais elles appartiennent toutes à des organisations soit dépendantes du pouvoir, soit en parfait accord avec lui.

La télévision est réduite à un canal, TV Chile, chaîne d'état. Les deux autres, celle de l'Université de Chile, canal 9, et celle de l'Université catholique, TV 13, seront autorisées début octobre. L'ensemble est placé sous un contrôle strict avec désignation des responsables par le gouvernement et présence physique de personnels des armées chargés de vérifier le travail des journalistes.

Le monde de l'édition est lui aussi épuré. Avant le coup d'état, il s'organisait en deux grands groupes, Quimantu propriété de l'Etat et Lord Cochrane, celle du groupe privé Edwards, propriétaire du Mercurio. Après le CE, la Quimantu est dissoute. Le monopole de l'édition se concentre alors dans les mains du seul groupe privé Lord Cochrane.

Ainsi, ayant démantelé toute la presse d'opposition, conservé à son actif l'essentiel des moyens et réservé à ses partisans le reste, sur lequel il va exercer un contrôle strict, le régime militaire se donne toute latitude pour diffuser sa doctrine. Celle-ci, univoque, ne rencontrant aucune voix contraire, s'impose de facto. Seule la presse étrangère à laquelle n'ont accès que les seules classes aisées totalement acquises au régime, émet un avis divergeant, voire critique. Ces conditions sont donc propices pour garantir le développement d'une propagande dont l'ambition est véritablement non seulement de fabriquer une opinion acquise au régime, mais surtout d'agir sur le long terme pour

imposer un formatage culturel. Le monopole exercé sur le secteur de l'édition, hormis la voix discordante de l'Eglise[61], va y contribuer durablement.

La pression internationale et la réaction d'une partie de l'Eglise chilienne vont contraindre la Junte, à partir de 1976, à assouplir sa politique médiatique tout en exerçant un contrôle strict. En juillet 1976, vont paraître les premières revues d'opposition, notamment Apsi. Le régime avait délégué les autorisations de parution aux commandements militaires locaux[62]. Mais ces publications, tout en profitant du moindre interstice pour diffuser un message en décalage avec l'officiel, sont l'objet d'une censure systématique qui se traduit concrètement soit par des blancs, soit des encarts religieux ou publicitaires, voire par l'interdiction définitive. La censure et l'autocensure leur imposent de demeurer dans le cadre strict dicté par le régime.

Ce n'est qu'à la fin de 1979, mais surtout à la fin de 1980, que se profilent les premières véritables conditions pour qu'émerge une presse diversifiée. Mais le contexte demeure difficile. Le gouvernement saisit le moindre incident pour restreindre les libertés. La nouvelle constitution affirme le principe de liberté d'expression et ouvre au secteur privé, le monde de l'édition et celui de la communication. Mais le système de censure est maintenu en l'état et le fait de ramener au niveau national l'autorisation de publication permet un contrôle centralisé et rigoureux. Par ailleurs, la mise en place de mesures judiciaires sévères contre tout contrevenant à la nouvelle loi, renforce le principe de l'autocensure, sous peine de suspension indéterminée de l'organe de presse. La libéralisation affirmée dans le discours n'est qu'une mesure de façade. En outre, l'ouverture au privé permet au monde des affaires d'entrer dans le domaine de la communication. Et comme ceux-ci, dans leur grande majorité, soutiennent, pour les uns, le choix économique du régime militaire, ou/et, pour les autres, sont en parfait accord avec ses choix idéologiques, la propagande du gouvernement militaire va se poursuivre jusqu'à son terme, la victoire du « non » en 1988.

Le monopole exercé par le gouvernement et la classe dominante sur les moyens de communication et de l'édition contribue au formatage de l'opinion et de la culture. L'information diffusée est généralement fragmentaire, nombriliste et exclut toute analyse critique. Quant à la culture, on observe une différence nette entre la variété et la richesse des moyens dont bénéficie la classe aisée et la pauvreté de ceux réservés aux classes les plus pauvres. Ceci se perçoit en particulier dans les programmes télévisés. Dès le début de l'année 1974, les lecteurs[63] de la Tercera se plaignent de la télévision. Ils reprochent les longs métrages répétés 4, 5 voire 6 fois. Les séries américaines du genre « Ironman », « mission impossible » et « Bonanza » sont omniprésentes. On assiste davantage à des monologues que l'on ne voit d'images. La programmation manque véritablement de créativité. La réponse sera sans appel : « Il faut faire des programmes qui plaisent à tous ». Rien ne changera. Pour la seule année 1977, les télévisions diffusent 145 heures mensuelles de téléséries et de dessins animés. Les scènes sentimentales sont d'une mièvrerie incroyable. La culture ainsi prodiguée est une culture de masse, banale. Le tout nous fait davantage penser à une culture infantile, voire abêtissante. On débouche ainsi sur une sous-culture, celle du cliché, celle des formules toutes faites que l'on applique sans réfléchir. Or le public des

téléspectateurs est majoritairement populaire. C'est bien sur lui que s'applique ce formatage « culturel ». En revanche, la classe aisée jouit de moyens récréatifs et culturels beaucoup plus riches qui lui permettent d'échapper à ces banalités : théâtre, concerts, clubs, etc. Qui plus est, le formatage culturel lui importe peu, puisqu'elle est en totale communion avec la doctrine du régime. Et lorsque qu'une revue comme Que Pasa, affirme que le néo libéralisme économique est la clé du plein exercice de la liberté, personne n'y trouve rien à redire. Bien au contraire, car cet espace de liberté ainsi offert compense les restrictions imposées par les circonstances64.

Dans ce contexte, le comportement des journalistes suscite de nombreuses interrogations. Il est maintenant avéré que beaucoup d'entre eux ont participé activement à l'action propagandiste du régime. Il est vrai qu'il était difficile de ne pas se plier aux règles, ne serait-ce que du seul point de vue alimentaire. Les quelques témoignages que nous avons pu recueillir font état, pour ceux qui étaient chargés de la présentation des actualités à la télévision, d'une lecture docile d'un document préalablement préparé et autorisé. D'autres, appartenant à la presse écrite, précisent qu'ils avaient carte blanche pour rédiger leurs articles dans la mesure où ils concernaient des domaines autorisés et où ils respectaient les règles établies. Mais certains ont franchi ostensiblement les limites de l'éthique journalistique en contribuant à des publications fallacieuses, soit par choix idéologique, sinon involontairement instrumentalisés. S'il faut établir une ligne de partage, on peut concevoir que le gros des journalistes faisait du papier pour vivre, quant à leurs dirigeants, manifestement, ils adhéraient pleinement aux idées du régime.

VI- Les techniques de propagande aperçues

On peut considérer que toutes les méthodes et tous les moyens connus sont utilisés, notamment la héroïsation de certains personnages, la mythification de certains événements, selon une sélection méthodique et sectaire visant à développer une forme spécifique de pensée et de comportement, la chilenidad. Mais ce ne sera pas ici mon sujet. Je me contenterai de développer quatre formes de propagande qui me paraissent caractéristiques du régime militaire : la désinformation, le pseudo scientisme prophétique, la manipulation psychologique et la propagande de puissance.

S'agissant de la désinformation, nous ne reviendrons pas sur le plan Z qui sera largement utilisé, y compris dans le livre blanc sur le changement de régime politique. Mais le régime va régulièrement forger des mensonges pour expliquer une mesure politique, militaire ou policière, ou pour défendre son image à l'étranger. Je citerai le montage de l'opération colombo. Le 24 juillet 1975, La Segunda, quotidien appartenant au groupe El Mercurio, titre : « Exterminatos como ratas ». Selon l'auteur, 59 membres du parti d'extrême gauche, le MIR, auraient été retrouvés morts. On relèvera au passage l'intention du journal. En assimilant les victimes aux rats, l'article les déshumanise, principe bien connu de toute action de propagande contre un ennemi.

L'auteur explique qu'un règlement de compte interne serait à l'origine de la tuerie. Quelques jours plus tard, citant deux revues étrangères, LEA d'Argentine et NOVO O'DIA du Brésil, les quotidiens El Mercurio et La Tercera annoncent la mort de 60 autres membres du MIR et reprennent la thèse du règlement de compte. Ils publient une liste des victimes. Quelques mois plus tard, lors d'une enquête menée par le comité Pro Paz, on apprend que la majorité des victimes a été vue par des témoins au cours de leurs détentions dans les camps chiliens. Lorsque la lumière sera faite, il sera établi que tout fut organisé par la DINA, le service de sécurité chilien, vraisemblablement avec la collaboration des services des pays voisins, où avaient été localisées les deux revues éphémères crées pour l'occasion. Plus tard, on finira par savoir que l'opération portait le nom d' « opération colombo » et qu'elle s'inscrivait dans le plan Condor. Des cas comme celui-ci, il y en aura des dizaines, aujourd'hui plus ou moins clarifiés : les fours de Lonquen, la caravane de la muerte, l'affaire de la colonia Dignidad. Ils sont les preuves manifestes des activités de désinformation menées par le régime pour occulter ses actes ou pour se justifier. Assenant ses affirmations ou ses dénégations par tous les médias à sa disposition, il imposait ses « vérités ».

Le scientisme prophétique[65] est, selon Annah Arendt, une caractéristique des propagandes totalitaires. Le régime militaire chilien défendra sa doctrine selon un procédé similaire, mais il va l'adapter en y incluant des allusions d'ordre mystique. C'est pourquoi, je le qualifie de pseudo scientisme prophétique. On le remarque dès le début. Dans son discours marquant le premier anniversaire du coup d'état, le général Pinochet, le 11 octobre 1974, termine par une expression aux accents apocalyptiques. « El fracaso de nuestra mision sera el fin de Chile y de sus hijos ». " L'échec de notre mission sera la fin du Chili et ses enfants ! » Nous allons retrouver cette connotation prophétique, voire idéaliste, dans l'annonce des lignes de conduite du régime, le 9 mars 1974.[66] On y évoque l'émergence d'un « Chile nuevo », « una sociedad libra », « Igualitaria y fraterna »… "solidaria ». Son projet est d'établir « una democracia social efectiva, moderna y representativa de todos los sectores ciudadanos, impregnada de un autentico espiritu nacionalista". Son objectif est "eradicar la pobreza", "proyectar la imagen cultural, politica y economica de Chile en el continente y en el mundo"[67]. Il promet de "formar una sociedad y un hombre renovados". "alcanzar un desarrollo economico equilibrado… mediante el incrimiento de la producción y la accion conjugada y armonica de los factores capital, trabajo y naturaleza" Son objectif est d'atteindre une croissance "no inferior al 6% anual". Au moment où ces mots ont été écrits et prononcés, sans doute parurent-ils seulement ambitieux. Mais avec le recul de l'Histoire et connaissant les actions du régime, on ne peut que souligner le caractère fallacieux de ces promesses, mais surtout, leur portée illusionniste, voire utopique. L'idée d'un homme nouveau est, de ce point de vue, exemplaire.

Leur caractère scientiste se rencontre encore dans l'usage systématique d'un vocabulaire extrait du champ sémantique médical. On parlera du « cancer marxiste » ou du « cancer estatal ». On présentera les mesures politiques comme des « opérations chirurgicales », visant à la « récupération du Chili ». L'intention est de démontrer le caractère scientifique de la démarche, comme l'affirme Cristian Labbé à propos de l'établissement d'une « carte d'extrême pauvreté », du Chili : « El siguente (Paso) fue

diagnosticar de manera cientifica la real situacion de pobreza en Chile. Por primera vez en la historia patria, el gobierno asumio la ingente tarea de confeccionar un « mapa de la extrema pobreza »[68]Le but est de présenter cette démarche comme celle d'un expert, en l'occurence, le politique comparé à un médecin, dont personne n'osera remettre en cause le diagnostic. Ce procédé atteindra son paroxysme avec l'établissement d'un projet économique du type néo-libéral. Les experts, plus précisément les économistes, détiennent, seuls, la Vérité. Leurs analyses et leurs choix sont présentés comme infaillibles.

Quand les difficultés apparaissent et elles furent souvent dramatiques pour la population, on invoquera la responsabilité des autres : le gouvernement antérieur « Los tres años de gobierno de la unidad popular fueron una burla continuada y sangrienta hacia el pueblo que creyo en ese camino para Chile »[69] ou la crise mondiale "la crisis mundial es la peor de los ultimos 40 años", et bien sûr la menace étrangère. Mais, on rassure en affirmant, chiffres à l'appui, que si l'inflation est préoccupante parce que, au cours des premiers mois de 1974, elle a atteint « 42,1% », en comparaison avec 1973, « el indice inflacionario es, para nuestra situacion, moderado ».

Mais le scientisme a des limites et lorsqu'il est impossible d'expliquer l'inexplicable, on se tourne alors vers le mystère. On se réfugie dans la référence divine, mettant de côté l'approche rationnelle. Dans son discours du 11 octobre 1974, le général Pinochet fait une curieuse référence à Dieu, pour justifier le coup d'état : « Sin embargo, la mano de Dios se hizo presente para salvarnos ». Sans doute est-ce le réflexe d'un homme dont on ne peut que souligner la foi en la religion, mais c'est aussi utilitaire, dans le sens où, dans un pays où l'influence de l'Eglise est d'une manière générale, profondément enracinée, c'est une façon de s'auto-légitimer en se plaçant sous l'autorité divine. L'explication rationnelle, dans ce cas, n'a même plus de sens.

La référence au surnaturel, nous le savons, est un procédé d'explication de l'incompréhensible, lorsque les arguments de la raison viennent à manquer. Mais en propagande, elle intervient aussi dans la capture de l'auditoire. Si le public est fortement réceptif à tout ce qui se rapporte au surnaturel, et plus précisément au divin, ce dernier devient un argument de poids lorsqu'on veut faire d'une explication une croyance. C'est ce que nous avons relevé avec un certain intérêt dans un dépliant de propagande paru fin 1986, quelques jours après l'attentat dont le dictateur venait d'être victime le 11 septembre de cette même année et montrer le procédé utilisé pour ce faire.

Ce document, dont on peut voir la copie ci-après, a la forme d'un dépliant de 4 pages. Il a l'apparence d'un tract religieux, ce qu'il est aussi, mais se révèle fondamentalement politique. Il fait de la survie de Pinochet un miracle dû à la protection divine de la Vierge Marie et suggère l'idée que le dictateur avait pour destinée, au sens déterministe du terme, de consacrer sa vie au service de son pays pour le bien de celui-ci et celui des Chiliens. Il s'agit là du caractère messianique de l'entreprise, spécificité que l'on retrouvera de façon récurrente. Ce petit document qui allait être distribué à chacun des membres des armées chiliennes, est selon nous l'archétype du document propagandiste

de par la fonction mythologisante qu'il revêt.

Sur la première page, nous observons la reproduction d'une image sacrée bien connue des Chiliens, celle de Notre Dame du secours éternel, en fait la vierge et l'enfant. A l'image s'ajoute le texte de la prière traditionnelle qui lui est consacrée et que la majorité de la population a apprise dès son plus jeune âge. Il convient de souligner que le Chili est alors à 90% catholique, et que la ferveur religieuse y est patente. Les terribles difficultés vécues au cours de ces années par la population ne pouvaient que renforcer celle-ci.

La deuxième page représente un ex-voto déposé par Pinochet lui-même en l'église San Alfonso, en remerciement de la protection qu'il a reçue au moment où il entrait dans sa carrière militaire comme jeune officier. On démontre alors la foi religieuse du personnage.

Le cœur du sujet apparaît dans cette troisième page. L'image nous montre Pinochet regardant la vitre criblée de balles du véhicule qui le transportait lorsqu'il vécut l'attentat du 11 septembre 1986. Les impacts meurtriers dessinent les contours de l'icône sacrée, rendue plus explicite encore par la décoloration blanche réalisée sur cette photo qui, de toute évidence, a été manipulée. Le texte nous précise l'interprétation faite de ce phénomène. Pinochet a été protégé par la Vierge comme elle protège « tous ceux qui sont appelés à accomplir leur destin pour le bien du Chili et des Chiliens ». Non seulement Pinochet a bénéficié de la protection divine, mais il devient, en quelque sorte, un élu de Dieu.

Ce document sera tiré à quelques centaines de milliers d'exemplaires et distribué à chacun des membres des forces armées, dans les jours qui ont suivi l'attentat. Le but est clair : entretenir l'idée d'un miracle et par là même, faire de Pinochet un protégé de Dieu.

Nous retrouvons ici une constante de la propagande : donner une explication mythique, en l'occurence mystique, à un évènement et faire du personnage, héros du moment, un personnage hors du commun. Le procédé peut, aux yeux d'un occidental cartésien, paraître grossier, voire ridicule. Mais pour la majorité de la population chilienne, et plus particulièrement, la classe populaire, en total désarroi, en proie à la psychose de la terreur, il n'en est rien. Non seulement l'explication est plausible, mais la référence à la Vierge interdit toute tentative de désacralisation.

La référence au divin, à la religion, se constate de façon récurrente dans le vocabulaire employé. On parlera de « Mal absolu » en désignant le communisme, d' « abstinences » et de « sacrifices », au sens religieux des termes, lorsqu'il s'agira de justifier les mesures sociales drastiques. Là encore, un usage à double entrée, l'une pour se faire mieux comprendre, l'autre pour accréditer la thèse de l'appui de l'Eglise et au-delà, se placer sous la légitimité divine. Le mystère des voies du Seigneur vient au secours d'une réalité peu compréhensible. C'est à ce titre que nous parlons de pseudo-scientisme.

La troisième voie est l'action psychologique. La lecture des quotidiens, l'analyse des communiqués de presse qui ont pour objectif de créer la psychose du communisme nous en révèlent au moins trois formes. La première consiste à déprécier l'ennemi par la moquerie, en le déshumanisant et en le diabolisant. A quelques semaines d'un match de football opposant l'équipe du Chili à celle de l'URSS, La Tercera titre « mission impossible en URSS », « La ensalada rusa »70. Puis lorsque l'URSS déclina sa participation à la compétition, le même quotidien, le 3 novembre 1974, affiche fièrement « Maniobra sovietica para desprestigiar a nuestro pais. La URSS no juega. Chile clasificado ». La moquerie reste de bon ton, mais dans le contexte du moment, elle revêt une connotation politique lourde de sens. La superpuissance refuse le combat avec le « petit état sud américain ». Son comportement est celui d'un couard. Or la couardise est un trait de caractère inadmissible dans un monde machiste. Ici, de manière subliminale, le quotidien touche un point sensible de l'inconscient chilien et provoque inévitablement chez le lecteur une réaction de mépris.

La seconde technique s'inspire de procédés beaucoup plus élaborés. Elle consiste à mettre en symétrie des images inquiétantes avec des textes explicites, l'ensemble ayant pour but de provoquer une analogie et faire du personnage représenté un danger grave pour la société, ou de le salir. Le 18 septembre, La Tercera publie deux photos de l'ex-président Allende s'entraînant au tir. Le texte laisse entendre que le président renversé apprenait à se servir d'armes à feu russes pour « un enfrentamiento en contra del resto de los chilenos »71. L'interprétation est claire, Allende était un traître mettant le pays en danger de mort.

La troisième consiste à associer des images et des textes dont la signification sémantique a un impact fort dans l'inconscient du public. Il s'agit là d'une technique appelée le « différentiel sémantique », tirée des expérimentations d'un psychologue nord américain, B.F. Skinner, fondateur du behaviorisme radical appliqué à l'être humain. L'exemple cité antérieurement relatif au match de football annulé par l'URSS l'illustre bien. L'auteur de l'article a activé de manière subliminale un trait de caractère inhérent au comportement chilien. Cette technique fut largement utilisée par El Mercurio durant toute la campagne qui précèdera le renversement d'Allende. Nous la retrouvons dans le titre de La Tercera du 10 décembre 1973 « Al fin se fue el Sueco-Chueco , impresionante despliegue policial en Pudahuel ». L'article en page 4 explique que l'ambassadeur avait été déclaré persona non grata, parce qu'il avait eu un comportement anti-chilien. Mais rien n'est dit sur l'action humanitaire qu'avait eu le diplomate en facilitant la fuite de centaines de personnes pourchassées par le régime. L'intérêt ici réside dans l'association des mots Sueco- Chueco. Chueco, mot populaire, voire vulgaire, pour « sale » est associé en une rime humoristique avec Sueco, pour Suédois. Nous avons ici un cas simple de différentiel sémantique, chargé de mépris, voire de haine contre la personne, mais aussi contre les étrangers en général. D'autres seront beaucoup plus dangereux, car plus significatifs et pouvant conduire à des réactions violentes. Parmi ceux-ci nous avons relevé l'association quasi subliminale du mot « marxista » à l'image de Allende dans El Mercurio. Le but est de provoquer dans l'inconscient du lecteur une analogie systématique de l'image au qualificatif. Autre exemple plus dramatique encore, car il conduit le lecteur à faire des généralisations

systématiques, l'association du mot communiste avec des images de criminels de droit commun, d'assassins, de façon à provoquer dans les esprits des lecteurs une analogie systématique, menant à une généralisation qui à force de répétition se fera inconsciemment et sera naturelle.

Pour terminer, je citerai un mode d'action de propagande spécifique, celui de la propagande de puissance. Le régime combinera cyniquement la violence physique avec la violence psychologique et fera de la disparition de ses victimes une propagande de puissance, certes mais aussi destructrice. Le problème des disparus est toujours d'actualité au Chili. Il concerne plus de 2500 personnes et n'est toujours pas résolu72. L'action de faire disparaître des milliers de victimes, arrêtées arbitrairement, est bien sûr une façon de supprimer toute trace pour couper court aux accusations dont le régime était l'objet par les associations de défense des droits de l'homme. L'objectif est donc dans une première lecture utilitaire. Mais c'est aussi un procédé pour diffuser la peur au sein de la population, en suscitant la psychose de l'arrestation et de la disparition. C'est donc bien une forme de propagande que le régime a utilisée pour imposer son autorité policière, militaire et politique. Mais le phénomène va bien au-delà de la simple peur. Le fait de supprimer toute trace interdit aux parents des victimes de faire le deuil de leurs proches disparus. Non seulement, il provoque un désarroi émotionnel, mais il crée un vide psychologique vécu plus ou moins dramatiquement par les personnes. Celles-ci éprouvent un sentiment d'incompréhension face à une Justice inopérante, et de néantisation face au pouvoir, blanchi de ses crimes, devenus impunis faute de preuves. Il s'ensuit une sorte de doute existentiel de l'individu face à un régime inaccessible et arrogant, car celui-ci conforte sa légitimité par son impunité. Ce type de propagande est totalement atypique, car il n'y a ni image, ni texte. Sa force réside dans le vide créé par le régime, sorte de néant où les parents, les proches et les amis des victimes, les témoins quand il y en eut, sont amenés à douter de leurs propres convictions et perdent leurs références. On atteint ici un paroxysme de la destruction de l'individu. Ce n'est plus seulement l' « étant » qui est déstabilisé, mais l'être qui est en proie au doute de lui-même. Ce genre de situation ne se rencontre que dans quelques cas précis de l'Histoire, celle des états totalitaires qui, pour imposer leur idéologie et leur pouvoir, ont usé d'une propagande de puissance destructrice.

Conclusion

Au terme de ce parcours, bien que trop rapide, il est manifeste que la propagande a été un procédé déterminant du régime militaire chilien dans l'affirmation de son autorité et dans la diffusion de sa doctrine. Sans doute n'intervient-elle qu'en appoint de la violence, au moins au cours des 7 premières années. Mais elle tient un rôle de premier plan, dès lors que le régime est contraint à davantage de souplesse et ce sera le cas à partir de 1980. Si dans les périodes critiques, elle a davantage une fonction d'agitation, elle aura, sur une plus longue durée, l'ambition de transformer les mentalités chiliennes selon les principes fixés par une doctrine ultra conservatrice et néolibérale. Combinant toutes les méthodes et tous les procédés jusque là connus, elle est d'évidence

empreinte de l'influence du behaviorisme radical nord américain. Ses techniques relèvent indubitablement des principes du PSYOPS de l'armée américaine. Mais sur le long terme et dans son action dans la profondeur, ses caractéristiques sont celles d'une propagande moderne totalisante où se fond la communication politique technocratique et univoque avec la technique publicitaire du système néolibéral. Sa spécificité réside dans la collaboration étroite des médias et des organismes d'éducation appartenant au secteur privé avec les organes gouvernementaux, laquelle se traduit par une pensée univoque et monopolisatrice ultra conservatrice. La question qui se pose, au terme des 17 années de dictature, est « qu'en reste-t-il ? ». Quelques analystes nord américains, appartenant notamment à la CIA, parlent d'un véritable succès. Un sociologue chilien émérite, Tomas Moulian73, estime que le poids des mots n'a pas un effet de rupture sur le long terme, parce qu'en fait, la tradition culturelle chilienne est profondément marquée par ce que Brunner appelle une culture autoritaire. L'historien Gabriel Salazar confirme cette particularité sans pour autant en attribuer la paternité au régime militaire. Il l'inscrit dans une tendance lourde de l'histoire du Chili74. Il est vrai qu'aujourd'hui, le pays est profondément coupé en deux, les pour et les contre, à quasi égalité de force, chacune porteuse d'un mythe, d'une mémoire. Si tel est le cas, l'action de la propagande du régime militaire n'a sans doute pas converti les irréductibles, mais on peut affirmer qu'elle a, de toute évidence, renforcé une tendance.

1 Le suicide du président Allende est aujourd'hui officiellement reconnu. Toutefois, dans le documentaire chilien réalisé en 2009, Isla Dawson, un camp de prisonniers situé à l'extrême sud du Chili organisé par la dictature pour y enfermer les hommes politiques de haut rang fidèles à Allende, la thèse de l'assassinat y est relancée.

2 Cristian Labbe, Un compromiso de honor, Editions Hernando Magallanes, Santiago, 1990,pp. 80-81. Cristian Labbe, colonel de l'armée chilienne, fut ministre et secrétaire général du gouvernement militaire. Actuel maire de la commune de Providencia à Santiago

3 Le contenu de la doctrine du régime militaire est présentée dans un ouvrage, Nuestro Camino , ouvrage collectif, Editions Encina, Santiago, 1976. On en retrouve ces fondements dans Un compromiso de honor , Christian Labbé Gallilea, Editions Hernan Magallanes, Santiago, 1990.

4 Mot forgé sur l'origine espagnole « gremio » que l'on pourrait traduire par corporation ou communauté professionnelle. Le « grémialisme » au Chili qualifie aussi un mouvement politique fondant sa doctrine sur ce type d'organisation professionnelle. Il est représenté par le parti politique ultra conservateur créé par Jaime Guzman.

5 Il s'agit ici du Comte Joseph de Maistre,(1753-1821), adversaire résolu de la Révolution française et auteur de « Considérations sur la France » (1796)

6 Vicomte Louis de Bonald (1754-1840), défenseur des principes monarchiques et du catholicisme et auteur de « Essai analytique sur les lois naturelles de l'ordre social, 1800). On retrouvera une similitude caractéristique entre ses thèses et celle que nous

avons rencontrée dans l'article de Gonzalo Ibanez, « Essencia y contenido del derecho natural », in Nuestro camino, Encina, 1976, pp.35-71, notamment le paragraphe consacré à la loi naturelle.

7 Juan Vazquez de Mella Fanjul (1861-1928), fondateur du parti catholique traditionaliste en 1918

8 Donoso Cortès (1809-1853), avocat, journaliste espagnol.

9 « Le concept d'ennemi objectif, dont l'identité varie au gré des circonstances- si bien que, sitôt une catégorie liquidée, la guerre peut être déclarée à une autre,- correspond exactement à la situation de fait répétée tant et tant de fois par les dirigeants totalitaires... ». Hannah Arendt, Le système totalitaire, Seuil, Paris, 1972. p.157. Le thème de la guerre totale est celui de l'article paru dans la revue Ercilla n 2165 du 26 janvier 1977.

10 "Pillo" est le qualificatif que l'on rencontre dans le langage commun pour désigner un comportement opportuniste pour lequel la fin justifie tous les moyens.

11 Lavin Joaquin, révolucion silenciosa, Zig zag, Santiago, 1987

12 Diego Portalès (1793-1837), homme d'affaires et politique particulièrement influent. On le considère comme le concepteur de la constitution de 1833 qui va établir l'état chilien dans sa forme quasi définitive, au moins jusqu'à la constitution de 1825. Partisan d'un état fort, il va contribuer à la transformation du jeune état nouvellement indépendant, mais son autoritarisme lui vaudra d'être assassiné en 1823. Chose curieuse, il fut plutôt antimilitariste et peu respectueux de l'Eglise, mais le régime militaire va en faire l'archétype du serviteur de l'état.

13 Bernardo O'Higgins (1776-1842) fut l'un des protagonistes de l'indépendance du Chili. Premier président du congrès national et premier chef du jeune état, il dut démissionner en 1823 sous la pression de la tendance conservatrice. Son action politique suscita des appréciations très contradictoires. Il semblerait qu'il fut attaché aux principes démocratiques, et la droite va lui reprocher d'avoir aboli les titres nobiliaires. Celle-ci le présentera souvent comme fortement autoritaire. D'un autre côté, il était fortement attaché à ses origines bourgeoises et dut prendre des mesures de sauvegarde pour cette classe. Un historien, comme Gabriel Salazar, marqué à gauche et spécialiste de l'histoire sociale, le considère son gouvernement comme peu démocratique. Selon lui, O'Higgins et Portalès ont été les créateurs du système politique chilien oligarchique. Le régime militaire va largement utiliser le mythe O'Higgins dans sa dimension patriotique.

14 « Ellul distingue la propagande active et la pré-propagande... Cette pré-propagande doit rendre l'individu psychologiquement malléable et le mettre en condition pour une action future ». Cité par André Vitalis, « Propagandes d'hier et d'aujourd'hui », In La Propagande, L'Esprit du temps, 2006, p.86

15 Church Report Covert action in Chile 1963-1973, 94 th Congress 1st session committee print, Washington 18 décembre 1975.

16 Comme aucun candidat n'avait obtenu de majorité absolue, la constitution prévoyait une décision des deux chambres réunies en congrès, ce qui fut réalisé le 24 octobre 1970. La victoire d'Allende fut alors confirmée.

17 Le plan d'action américain avait prévu deux voies, la "track 1" et la "track 2" ». « Track 1 comprised all covert activities approved by the 40 committe, including political, economic and propaganda activities"... "Track 2 activities in Chile were undertaken in response to President Nixon'september 15 order and were directed toward actively promoting and encouraging the Chilean military to move against Allende." Church Report, III-D Covert action between September 4 and October 24, 1970.

18 Fred Landis, Covert action information bulletin number 16, march 1982, pp 32-43

19 Inter American Press Association

20 US Army Field manual of psychological operations (FM 33-5)

21 La constitution de 1925, alors en vigueur, garantissait la liberté de la presse et l'autonomie de la fonction journalistique. En 1972, on dénombre 11 quotidiens dont El Mercurio, Ultimas noticias, La Segunda, Diaria ilustrada, La Tercera, La Prensa, El Siglo, Ultima Hora, El Clarin, La Nacion et Puro Chile couvrant toutes les tendances.

22 Claudio Duran est un chilien exilé au Canada où il exerce les fonctions de professeur et de chercheur en sociologie et les sciences de la communication.

23 Claudio Duran, El Mercurio ideologia y propaganda 1954-1994, ensayo 1, propaganda de agitacion, CESOC, 1995. ""Como se decia mas atrás, este diario tiene una imagen mas bien de periodico racional y que no entra en la agitación del tipo de los tabloides de choque". P.16

24 Idem, p.39.40 et 41

25 Gonzalo Vial Correa, 1930-2009, était un historien, professeur, avocat et journaliste, cofondateur avec Jaime Miguel Eyzaguirre, d'une autre revue, Portada, d'orientation catholique. Appartenant au courant conservateur, il allait avoir une forte influence intellectuelle notamment à travers ses ouvrages historiques, inscrits dans la ligne historiographique de Antonio Encina. Il va notamment participer, après le coup d'état à la rédaction du livre blanc du changement de gouvernement au Chili, puis sera ministre de l'éducation de 1978 à 1979 du régime militaire.

26 L'un des plus critiques sera la revue APSI, bulletin de quinzaine traitant d'actualités internationales, qui réapparaîtra le 26 juillet 1976. Ayant obtenu l'autorisation du DINACOS (direcion nacional de comunicacion social), durant les 21 premières

publications, la revue devra soumettre son original au comité de censure avant de publier son numéro. Ensuite paraîtront successivement Solidaridad et HOY. Arturo Navarro, El sistema de prensa en Chile bajo el gobierno militar 1973-1985, CENECA, Santiago, 1985.

27 La Tercera du 10/10/73, gros titre sur « Duro y golpeado hablo el canciller (Vice amiral Huerta) en la ONU". "El mundo conocio la verdad chilena".

28 Dans ce même numéro, sur la même page de garde, on relève la déclaration du Cardinal Silva : « Confio en el futuro de la patria ».

29 Le général Pinochet nie les violations des droits de l'homme et les arrestations arbitraires. La Tercera du 7/3/74, « En Chile, no hay, ni ha habido violacion a los derechos humanos. »

30 La Tercera du 9/10/73 p.3 Le plan Z aurait été un projet d'Allende pour établir une « dictature marxiste » au Chili se caractérisant par l'assassinat systématique des dirigeants militaires et d'homes politiques de droite et de la Démocratie chrétienne. Le régime militaire y fera régulièrement référence pour expliquer ses « découvertes » de caches d'armes et l'existence de commandos armés infiltrés. Il est maintenant avéré que ce document de « propagande noire » aurait été conçu par la CIA et introduit au Chili par le service de renseignement de la Marine chilienne.

31 El Mercurio du 21/9/73, déclaration du général Leigh : « Nueva constitucion estudia el gobierno militar ».

32 "El comunismo mundial monto una campaña Chile" déclaration de Huerta à EFE, La Tercera du 8/10/73

"El ministro revelo la abismante iresponsabilidad de los personeros del fenecido regimen marxista, que condujeron a la nacion a un caos financero al que era urgente enfrentar." Ministre de Hacienda à la Tercera du 9/10/73 p. 11

33 La Tercera du 11/9/73 page de garde, « La Junta fue salvacion de Chile »

34 La Tercera du 1/10/73 p.5. Encadré du collège des avocats « Es legitimo pronunciamiento de militares ».

35 La Tercera du 16/9/73: "Centaines d'armes » découvertes dans la résidence présidentielle Tomas Moro et La Tercera du 18/9/73 p.14 Allende apprenait à se servir d'armes à feu russes pour « un enfrentamiento contra del resto de los chilenos ». On remarquera la référence à la menace soviétique et l'utilisation de l'argument antipatriotique. Par ailleurs, le choix de la date n'est pas anodin. Il s'agit du jour de la fête nationale chilienne.

36 La Tercera du 7/11/73 p.7. « En el Norte, exhiben el lujoso bus de Allende ».

37 La Tercera du 6/12/73 page de garde et article p. 9.

38 La Tercera du 9/3/74 p.37

39 Jose Joaquim Brunner, La cultura autoritaria en Chile, FLACSO, Santiago, 1981, p.81 et 82

40 Catherine Astorga, El discurso de los textos escolares en Chile (1973-2003), mémoire de maîtrise, Université d'Aix en Provence, 2004

41 « Une éducation purifiée et dépourvue de toute la teinture politique dont l'administration marxiste l'avait imprégnée. »

42 La Tercera du 8/3/74 p11. "Une importante particulière sera donnée à l'Histoire, pour que les scolaires aient une vision réelle de notre histoire et non avec les interprétations marxistes ou de quelque autre tendance que ce soit. En général seront mises en valeur les dates importantes pour le pays et tous les hommes illustres, militaires et civiles qui ont apporté la gloire à notre nation. »

43 Joaquim Brunner la cultura autoritaria en Chile, FLACSO, 1981, p.23

44 El Mercurio du 15 juillet 1979, discours du général Pinochet à Chacarillas, « El dia de la Juventud ».

45 En 1965, 11% des jeunes gens et 3% des jeunes filles participent à un parti politique, 7% des garçons et 5% des filles appartiennent à un syndicat ou à une Junta de vecinos, étude faite par Guerriere Adolfo sur la poblacion Urbana popular et cité par Luis Eduardo Gonzalez, Juventud, recreación y educación extra escolar, Programa interdisciplinario de investigaciones en educación, PIIE, Santiago, 1981

46 Guias tecnicas a-1 Educacion extra escolar, tiempo libre, recreación y deporte escolar. Ministerio de educación publica. Departamento de educación extraescolar y canal escolar, Jaime Arias Mendez, 2 ème édition, 1981.

47 Idem p.19 "Le sport augmente le degré de cohésion sociale en contribuant à l'union nationale, élève la capacité physique, améliorant le niveau de santé et aidant à la sécurité nationale. »

48 Idem p.20 "L'éducation extra scolaire cherche à développer la personnalité de chaque individu renforçant au maximum les conditions qui permettent à chacun d'acquérir la conscience de soi-même et s'appuyant sur elle, développer sa personnalité individuelle et sociale évitant ainsi son isolement comme la possibilité que des tiers l'instrumentalisent. »

49 Ibidem p.20 " Ne doit pas correspondre à un état de choses transitoires, sinon à une activité et un état de vie permanent ».

50 “Los gremios debian convertirse asi en conductos privilegiados para informar e ilustrar la decisión politica en el tratamiento de las leyes que les concernan. “El Mercurio du 9/11!974

51 Gonzalo Falabella, La diversidad sindical en el regimen militar, FLACSO, Santiago, 1986.”La CDT considera que el reconocimiento y la oficialización de un sindicato no corresponde a la base sindical sino al estado”, p.46, Toutefois, l’auteur souligne que le mouvement syndical, après une apathie initiale, va démontrer une volonté de lutte contre la répression et ne jouera pas le jeu souhaité par le gouvernement, notamment en 1983 et 1984..

52 Union de los trabajadores de Chile

53 American federation of labor and Congress of industrial organizations, centrale syndicale américaine créée en 1955.

54 Instituto americano para el desarrollo del sindicalismo libre, créé aux Etats Unis le 2 février 1962 avec l’objectif de promouvoir un syndicalisme dit politiquement indépendant et en opposition systématique au communisme. Les activités internationales de cette agence vont se réaliser dans le cadre de l’USAID.

55 Arturo Navarro, El sistema de prensa en Chile bajo el gobierno militar (1973-1985), CENECA, Santiago, 1985

56 La Tercera du 10/10/73, p.6. C’est à cette occasion que le responsable de la communication, le colonel Ewing, affirme « En Chile, existe plena libertad para informar ».

57 Bando n· 15 , La Tercera du 26/9/73, p.22.

58 Bando n·12 “Se advierte a la prensa, radio y canales de televisión que cualquiera información dada al publico y no confirmada por la Junta de gobierno militar determinara la inmediata intervención de la respectiva empresa por las fuerzas armadas..”

59 « El gobierno milita resta empreñado en lograr una depuracion de las publicaciones de prensa.. », bando n·15

60 Ce sont les stations suivantes : radio sociedad nacional de agricultura, radio sociedad nacional de mineria, radio coperativa, Ynguay, corporacion, Santiago, Balmaceda, Chilena, Nuevo mundo.

61 Notamment avec la revue du Vicariat de la solidarité, El mensaje. Cette revue va notamment participer activement à la dénonciation des atteintes aux droits de l’homme et au soutien des familles des disparus.

62 Bando 107 du 11 mars 1977

63 Ces personnes qui s'expriment dans le courrier des lecteurs de la Tercera appartiennent en fait à la classe moyenne, voire aisée.

64 Arturo Navarro, El sistema de prensa en Chile bajo el gobierno militar (1973-1985), CENECA, Santiago, 1985, « Pero lo que mas nos importa aquì hacer notar, es que el extremo liberalismo economico aparece en ese discurso como una esfera de ejerciòn de libertad ».p.109

65 Le scientisme est la démarche consistant à tout expliquer scientifiquement, y compris des conceptions politiques ou philosophiques. C'est une caractéristique des propagandes totalitaires. Mais s'agissant de défendre une idéologie, pour laquelle la conviction s'appuie autant sur une démarche rationnelle que la foi, la propagande totalitaire se place le plus souvent dans une perspective prophétique. "Le scientisme de la propagande totalitaire se caractérise par l'accent qu'il met presque exclusivement sur la prophétie, par opposition à la référence traditionnelle au passé » Anah Arendt, Le système totalitaire, Seuils, Paris, 1972, p. 71

66 La Tercera, 10 mars 1974, p.17 "Lineas generales de accion de la junta de gobierno".

67 "Son objectif est d'éradiquer la pauvreté, projeter l'image culturelle, politique et économique du Chili sur le continent et dans le monde. »

68 Cristian Labbe, opus cité, p.64

69 Discours du general Leigh dont les extraits figurent dans la Tercera du 24 mars 1974, p.5

70 La Tercera du 1/10/1973, p.16

71 La Tercera du 18/9/1973, p.14

72 Antonia Garcia Castro, La mort lente des disparus au Chili dans la négociation civilo-militaire (1973-2002), Editions Maisonneuve et Larose, Paris, 2002.

73 Moulian Tomas, Chile actual: Anatomia de un mito, LOM Santiago, 1997

74 Salazar Gabriel, Del poder constituyente de asalariados e intelectuales (Chile, siglos XX y XXI), LOM, Santiago, 2009

Arendt Anah, *Le système totalitaire*, Seuils, Paris, 1972

Astorga Catherine, *El discurso de los textos escolares en Chile (1973-2003),* mémoire de maîtrise, Université d'Aix en Provence, 2004

Brunner Jose Joaquin, *la cultura autoritaria en Chile*, FLACSO, 1981

Church Report Covert action in Chile 1963-1973, 94 th Congress 1st session committee

print, Washington 18 décembre 1975.

Duran Claudio, *El Mercurio ideologia y propaganda 1954-1994, ensayo 1, propaganda de agitacion*, CESOC, 1995

Falabella Gonzalo, *La diversidad sindical en el regimen militar*, FLACSO, Santiago, 1986

Garcia Castro Antonia, La mort lente des disparus au Chili dans la négociation civilo-militaire (1973-2002), Editions Maisonneuve et Larose, Paris, 2002.

Guias tecnicas a-1 *Educacion extra escolar, tiempo libre, recreación y deporte escolar*. Ministerio de educación publica. Departamento de educación extraescolar y canal escolar, Jaime Arias Mendez, 2 ème édition, 1981.

Ibanez Gonzalo, « Essencia y contenido del derecho natural », in *Nuestro camino,* ouvrage collectif, Encina, Santiago, 1976, pp.35-71

Labbe Cristian, *Un compromiso de honor*, Editions Hernando Magallanes, Santiago, 1990

Landis Fred, *Covert action*, information bulletin number 16, march 1982

Lavin Joaquin, *revolución silenciosa,* Zig Zag, Santiago, 1987

Moulian Tomas, *Chile actual: Anatomia de un mito*, LOM Santiago, 1997

Navarro Arturo, *El sistema de prensa en Chile bajo el gobierno militar (1973-1985),* CENECA, Santiago, 1985

Salazar Gabriel, *Del poder constituyente de asalariados e intelectuales (Chile, siglos XX y XXI)*, LOM, Santiago, 2009

US Army Field manual of psychological operations (FM 33-5)

Vitalis André, « Propagandes d'hier et d'aujourd'hui », In *La Propagande*, L'Esprit du temps, 2006.